

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021 ■ 2022

---

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d'acquisitions gouvernementales

Infrastructures technologiques Québec

Société québécoise des infrastructures

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS DU TROISIÈME  
GROUPE D'OPPOSITION**

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P01	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Indiquer les sommes dépensées en 2020-2021 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe, du CSPO, d'Infrastructures technologiques Québec ou du Centre d'acquisitions gouvernementales).
P02	Services électroniques	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
P03	Centre spécialisés en RI - Rimouski et Chicoutimi	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2021, budgets accordés en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
P04	Centres de traitement informatique (CTI)	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.
P05	Liste des centres de traitement informatique.	Liste des centres de traitement informatique.
P06	Plan et échéanciers CTI	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.
P07	Coûts regroupements CTI	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.
P08	Études, analyses et recherche informatique	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2020-2021.
P09	Mesures concernant le logiciel libre	<p>Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre :</p> <p>a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2021, budget accordé en 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022;</p> <p>b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre;</p> <p>c) État de situation au 31 mars 2021 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental;</p> <p>d) État de situation au 31 mars 2021 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration;</p> <p>e) État de situation au 31 mars 2021 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires;</p> <p>f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre;</p> <p>g) Résultats et états de situation au 31 mars 2021 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.</p>
P10	Recommandations - stratégie en TI	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2020-2021 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).
P11	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2021-2022) :</p> <p>a) la dépense totale (opérations et capital);</p> <p>b) les grands dossiers en cours;</p> <p>c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC);</p> <p>d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;</p> <p>e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.</p>
P12	Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2020-2021 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P13	Dépassement de coûts-projets en RI	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.
P14	Dépenses en RI des MO	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2020 2021, en spécifiant : les dépenses à l’interne et à l’externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l’interne et à l’externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.
P15	Tableau de bord	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l’ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l’éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu’au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l’objet d’une division ou d’une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.
P16	Réduction dépenses TI	Cibles de réduction de dépenses en technologie de l’information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
P17	Révision des programmes et des contrats	Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
P18	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2020-2021 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2020-2021, ainsi que les résultats.
P19	Déroptions - Gel d'embauche	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.
P20	Économies - Gel d'embauche	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2020-2021. Fournir une ventilation par ministère.
P21	Sommes économisées	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2019-2020 et en 2020 2021 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l’éducation et aux sociétés d’État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d’État. Prévisions pour 2021-2022.
P22	Économies - Resserrement octroi des subventions	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l’octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2021-2022.
P23	Unités autonomes - Chiffre d'affaires	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d’affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d’un ministère ou d’un organisme du gouvernement du Québec.
P24	Effectifs temporaires depuis 2005	Ventilation détaillée de l’effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
P25	Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004	Nombre d’employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.
P26	Effectifs permanents	Évolution de l’effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
P27	Évolution d'employé par ministère	Évolution du nombre d’employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l’éducation, depuis 2003-2004. Ventiler par statut d’emploi et par classe d’emploi.
P28	Nombre de départs	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l’effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d’emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.
P29	Employés congédiés	Pour les trois dernières années, le nombre d’employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d’emploi et selon le motif du renvoi.
P30	Occasionnels devenus permanents	Pour les trois dernières années, le nombre d’occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d’emploi.

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P31	Dépenses en RH par ministère	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.
P32	Les 20 plus hauts salaires	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
P33a	ETC hors régions métropolitaines FP	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;
P33b	ETC région métropolitaine QC - FP	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;
P33c	ETC région métropolitaine MTL - FP	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes.
P34a	ETC hors régions métropolitaines MO	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;
P34b	ETC région métropolitaine QC - MO	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;
P34c	ETC région métropolitaine MTL - MO	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes.
P35a	Postes régionalisés - MO	Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2021-2022, selon laquelle « plus de 400 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et février 2021 », fournir, par année : a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme;
P35b	Postes régionalisés - Catégorie d'emploi	Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2021-2022, selon laquelle « plus de 400 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et février 2021 », fournir, par année : b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emploi;
P35c	Postes régionalisés - ETC hors régions métropolitaines MO	Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2021-2022, selon laquelle « plus de 400 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et février 2021 », fournir, par année : c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal;
P35d	Postes régionalisés - Directions transférées	Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2021-2022, selon laquelle « plus de 400 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et février 2021 », fournir, par année : d) Liste des directions transférées.
P36	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020 2021, le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
P37	Indemnités de retraite	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020 2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
P38	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020 2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.
P39	Études rétention des employés	Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2020-2021.
P40	Unités autonomes de services	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
P41	Employés dans les unités autonomes	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.



**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P42	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également :  a) Le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P43	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2020-2021 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
P44	Négociateur - rémunération des médecins FMSQ et FMOQ	Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.
P45	Postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal	Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.
P46	Liste des ministères - postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal	Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années.
P47	Liste des régions - postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal	Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années.
P48	ETC embauchés Actes répréhensibles	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la <i>Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics</i> .
P49	ETC autorisés Actes répréhensibles	Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.
P50	Niveau d'effectif Article 12 Loi 15	Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État</i> .
P51	Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P52	Mise en place AMP	État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.
P53	Niveau d'effectif Article 12 Loi 15	Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P54	Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P55	Formation	Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2020-2021. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.
P56	Dirigeants de l'information	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.
P57	Écarts salariaux TI	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P58	Employés affectés aux affaires publiques	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2020-2021 : a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
P59	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).
P60	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2020-2021.
P61	Programmes gouvernementaux depuis 2003	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
P62	Optimisations des ressources reçues par le SCT	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2020-2021. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.
P63	Optimisation des ressources et compressions de dépenses	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2021-2022. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.
P64	Mesures de contrôle de dépenses	Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.
P65	État de situation Loi 135	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
P66	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.
P67	Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance	Liste des organismes ayant soumis en 2020-2021 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
P68	PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, le financement accordé par année au cours des cinq dernières années, le budget final prévu et l'évolution du budget final au cours des cinq dernières années.
P69	Crédits octroyés Fonds de suppléance 5 dernières années	Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.
P70	Pénalités contractuelles	Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
P71	Services de traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
P72	Campagnes de publicité et de sensibilisation	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P73	Programmes de financement ou de subventions	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2020-2021, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.
P74	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2020-2021 et coûts associés à chacune d'elles.
P75	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.
P76	Comités interministériels CSPQ	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P77	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années CSPQ	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P78	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.
P79	Suivi embauche 500 informaticiens CSPQ	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.
P80	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P81	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P82	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P83	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P84	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.
P85	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P86	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P87	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie l'ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P88	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour l'ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P89	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à l'ITQ, pour les dix dernières années.
P90	Suivi embauche 500 informaticiens	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à l'ITQ, et ventilation par corps d'emploi.
P91	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P92	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P93	Services électroniques	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.

Table de matières  
Volume 3

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P94	Dépenses en informatique pour le secteur public québécois	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021.
P95	Dépenses en informatique pour le secteur public québécois - ressources internes	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021.
P96	Dépenses en informatique pour le secteur public québécois - ressources externes	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021.
P97	Dix plus gros fournisseurs informatiques	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.
P98	Contrats informatiques octroyés à des firmes québécoises	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.
P99	Contrats informatiques octroyés à des PME	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.
P100	Domaines «.quebec»	Liste des domaines «.quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.
P101	Domaines «.qc.ca»	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines «.qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.
P102	Liste de concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.
P103	Coûts de la mise en place SAGIR	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.
P104	Prévision des coûts SAGIR	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.
P105	Employés et ressources externes DGSAGIR	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.
P106	Coûts Accès UniQC	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.
P107	Prévisions Accès UniQC	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.
P108	Ressources internes et externes- Accès UniQC	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.
P109	Coûts Modernisation système de justice	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.
P110	Ressources internes et externes Modernisation système de justice	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.
P111	Coûts - RENIR	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.
P112	Mise à jour Oracle V12	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.
P113	État d'avancement - projet SIIC	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).
P114	Plan et échéanciers SIIC	Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).
P115	Coût - système SIIC	Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.
P116	Organismes et agences; membres C.A.	<p>Pour l'année 2020-2021, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration;</p> <p>b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).</p>

**Table de matières**  
**Volume 3**

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P117	Respect des cibles concernant la «Déclaration de services aux citoyens»	Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2020-2021, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes :  a. Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b. Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c. Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d. Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e. L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmit par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f. Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.
P118	Coût moyen des ressources externes par catégorie d'activité pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.
P119	Études, analyses et recherche CSPQ	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.
P120	Projets AGILE	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
P121	Liste des projets AGILE	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
P122	Travaux en infonuagique	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.
P123	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.
P124	Projets informatiques en cours à l'ITQ	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.
P125	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.
P126	Utilisation offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.
P127	Projets informatiques en cours ITO	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.
P128	Bilan PAE	Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2021-2022.
P129	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services de virtualisation	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.
P130	Dépenses - bureau de la présidence	Concernant le bureau de la présidence :  a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d) Liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
P131	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la SQI. Pour chaque comité présidé par la SQI, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
P132	Liste de baux	Liste des baux en cours et, pour chacun d'eux, la date de signature, la durée, le coût mensuel, le coût au pied carré, l'adresse locative ainsi que le nom et l'adresse des entreprises signataires du bail, la raison du bail et la ventilation par région.



## Table de matières

### Volume 3

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P133	Superficie totale des espaces	Au 31 mars 2021 : a) Superficie totale des espaces appartenant à la SQI, ventilation par région; b) Superficie totale inoccupée et taux d'inoccupation, ventilation par région; c) Superficie totale en rénovation, ventilation par région;
P134	Organismes et agences; membres C.A.	Pour l'année 2020-2021, indiquer :  a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
P135	Liste et valeur des projets à l'étude SQI	Liste et valeur des projets à l'étude à la SQI mais non inscrits dans le PQI.
P136	Coût achat terrains maisons des aînés	Sommes consacrées à l'achat des terrains destinés à accueillir les « maisons des aînés » en 2020-2021 et prévisions jusqu'en 2023.
P137	Coût construction maisons des aînés	Sommes consacrées aux projets de construction des « maisons des aînés ». Ventiler par projet, par année et par étape.
P138	Réalisation investissements Transports en commun / Réseau routier	Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.
P139	Investissements 5 dernières années Transport collectif / routier	Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.
P140	Crédits budgétaires Projets routiers et transport en commun	Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?
P141	Projets retirés Secteurs routier / transport en commun	Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.
P142	Projets routiers Augmentation du parc d'actifs	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?
P143	Crédits affectés par programme Transport en commun	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et ceux prévus pour 2021-2022, ventilés en fonction des sources de revenus.
P144	Déficit MTQ	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTQ, par rapport à l'an dernier.
P145	Variation déficit programmes MTQ	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100 % ou à 75 % par les programmes du MTQ, par rapport à l'an dernier.
P146	Actifs en mauvais état Transport collectif / Transport routier	Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
P147	Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA)	Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur.
P148	Proportion de prise en charge du DMA	Proportion de prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur. Détailler la catégorie « Autre secteur ».
P149	Implantation Maternelles 4 ans	Investissements consacrés à l'implantation de la maternelle 4 ans, en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022 ainsi que pour chaque année du PQI 2021-2031.
P150	Cible annuelle-nombre de classes construites	Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.
P151	Cible annuelle-nombre de classes rénovées	Nombre de classes devant être rénovées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.
P152	Investissements supplémentaires pour la construction de classes- PQI 2020-2030	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2021-2031 de 1932,7 M\$ pour l'accélération de la construction de plus de 1000 classes : fournir, pour le PQI 2021-2031, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.
P153	Investissements supplémentaires pour la construction de classes- PAGI 2020-2030	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2021-2031 de 1932,7 M\$ pour l'accélération de la construction de plus de 1000 classes : fournir, pour le PAGI 2021-2022, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.

Table de matières  
Volume 3

# demande 2021-2022	Sujet de la demande	Nom de la demande
P154	Investissements pour la construction de CPE	Investissements consacrés à la construction de centres de la petite enfance en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.
P155	Investissements pour la construction de maisons des aînés	Investissements consacrés à la construction pour la mise en place graduelle de maisons des aînés en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.
P156	Investissements pour la construction d'un 3e lien	Investissements consacrés à la planification et à la construction d'un 3e lien en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.
P157	Investissements par région administrative	Variation des investissements par région administrative.
P158	Financement fédéral Infrastructure	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.
P159	Femmes - CA des sociétés d'État	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.
P160	Représentation féminine - MO	Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2020. Indiquer les mesures prises en 2020-2021 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.
P161	TES rémunération supérieure 100k\$	Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 \$.
P162	Budget - Conseil du statut de la femme	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2020-2021.
P163	Analyse différenciée selon le sexe	Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.
P164	Compressions MTESS	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
P165	Crédits MTESS	Pour tous les programmes du ministère, pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existants, en incluant les programmes qui ont été abolis.
P166	Nouvelles dépenses MTESS	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020 et en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
P167	Travaux, études - double rémunération	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.
P168	Nombre de cas - double rémunération	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.
P169	Nombre de demandes d'autorisation - AMP	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMF.
P170	Nombre d'autorisations reçues - AMP	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMF.
P171	Nombre d'autorisations refusées - AMP	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMF. Préciser les motifs.
P172	Nombre d'autorisations révoquées - AMP	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMF. Préciser les motifs.
P173	Délais de traitement - AMP	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMF.
P174	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation - AMP	Nombre d'entreprises en attente d'une décision de l'AMF concernant l'octroi d'une autorisation en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
P175	Études-TI-travail à distance hors des grands centres	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
P176	Réouverture des ententes salariales	Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2020-2021 et pour les 10 années suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Indiquer les sommes dépensées pour 2020-2021 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPO).

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 1 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 2 - Services électroniques

Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.

Les dernières données disponibles pour répondre à la demande sont celles de 2018-2019. Des travaux sont en cours afin de parfaire l'outil de collecte notamment en ce qui concerne les données relatives au développement et à la mise en place des prestations numériques de services. De ce fait, aucune donnée ne peut être présentée pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 3 - Centres spécialisés en RI - Rimouski et Chicoutimi

État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2021, budgets accordés en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

AU 28 FÉVRIER 2021

Centres spécialisés en ressources informationnelles	ETC	BUDGET (K\$)
Rimouski	28	2 251,0
Chicoutimi	29	2 240,0
TOTAL	57	4 491,0



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 04 – Centres de traitement informatique (CTI)**

**Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 71.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Agence du revenu du Québec Autorité des marchés publics Bibliothèque et archives nationales du Québec (2) Bureau d’audiences publiques sur l’environnement Bureau des coroners Bureau des enquêtes indépendantes Centre de la francophonie des Amériques Commissaire à la déontologie policière Commissaire à la lutte contre la corruption Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (3) Commission de protection du territoire agricole du Québec Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Commission des partenaires du marché du travail Commission des services juridiques Commission des transports du Québec Commission de la capitale nationale du Québec Commission de l’éthique en science et en technologie Commission de toponymie Commission municipale du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles Conseil de gestion de l’assurance parentale Conseil de gestion du Fonds vert Conseil de la justice administrative Conseil des arts et des lettres du Québec Conseil du patrimoine culturel du Québec Conseil du statut de la femme Conseil supérieur de la langue française Conseil supérieur de l’éducation Conservatoire de musique et d’art dramatique du Québec Curateur public Directeur des poursuites criminelles et pénales École nationale de police du Québec École nationale des pompiers du Québec Financement-Québec Fondation de la Faune du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Fonds d’aide aux actions collectives Fonds de recherche du Québec Infrastructures technologiques Québec (2) Institut de la statistique du Québec Institut national des mines Institut de tourisme et d’hôtellerie du Québec La Financière agricole du Québec Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation Ministère de la Culture et des Communications (2) Ministère de la Famille Ministère de la Justice (3) Ministère de la Santé et des Services sociaux (3) Ministère de la Sécurité publique (3) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de l’Économie et de l’Innovation (2) Ministère de l'Éducation et de l’Enseignement supérieur (2) Ministère de l’Énergie et Ressources naturelles (2) Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Ministère des Finances (2) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère des Transports (3) Ministère du Conseil exécutif Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère du Tourisme (2) Musée d’art contemporain de Montréal Musée de la Civilisation Musée national des beaux-arts du Québec Office de la protection du consommateur Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris Office des professions du Québec Office québécois de la langue française Office Québec-Monde pour la jeunesse Régie de l’assurance maladie du Québec (2)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Régie du bâtiment du Québec Régie de l’énergie Régie des alcools, des courses et des jeux Régie des installations olympiques Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec Retraite Québec (3) Secrétariat du Conseil du trésor (2) Société de l’assurance automobile du Québec (2) Société d'habitation du Québec Société des établissements de plein air du Québec Société de développement de la Baie James Société de développement des entreprises culturelles Société de financement des infrastructures locales du Québec Société de la Place des Arts de Montréal Société de télédiffusion du Québec Société du Centre des congrès de Québec Société du Grand Théâtre de Québec Société du Palais des congrès de Montréal Société du parc industriel et portuaire de Bécancour Société du Plan Nord Société des traversiers du Québec Société québécoise des infrastructures Société québécoise de récupération et de recyclage Société québécoise d’information juridique Sûreté du Québec Transition énergétique Québec Commission scolaire au Cœur-des-Vallées Commission scolaire Central Québec Commission scolaire de Charlevoix Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup Commission scolaire de la Baie-James Commission scolaire de la Beauce-Etchemin Commission scolaire de la Capitale Commission scolaire de la Côte-du-Sud

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique	
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes	
Commission scolaire De La Jonquière	
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	
Commission scolaire de la Pointe-de-l'île	
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	
Commission scolaire de la Rivéraine	
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	
Commission scolaire de Laval	
Commission scolaire de l'Énergie	
Commission scolaire de l'Estuaire	
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	
Commission scolaire de Montréal	
Commission scolaire de Portneuf	
Commission scolaire de Rouyn-Noranda	
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	
Commission scolaire de Sorel-Tracy	
Commission scolaire des Affluents	
Commission scolaire des Appalaches	
Commission scolaire des Bois-Francs	
Commission scolaire des Chênes	
Commission scolaire des Chic-Chocs	
Commission scolaire des Découvreurs	
Commission scolaire des Draveurs	
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	
Commission scolaire des Hautes-Rivières	
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	
Commission scolaire des Hauts-Cantons	
Commission scolaire des Îles	
Commission scolaire des Laurentides	
Commission scolaire des Monts-et-Marées	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Commission scolaire des Navigateurs Commission scolaire des Patriotes Commission scolaire des Phares Commission scolaire des Portages-de-l’Outaouais Commission scolaire des Premières-Seigneuries Commission scolaire des Rives-du-Saguenay Commission scolaire des Samares Commission scolaire des Sommets Commission scolaire des Trois-Lacs Commission scolaire du Chemin-du-Roy Commission scolaire du Fer Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs Commission scolaire du Lac-Abitibi Commission scolaire du Lac-Saint-Jean Commission scolaire du Lac-Témiscamingue Commission scolaire du Pays-des-Bleuets Commission scolaire du Val-des-Cerfs Commission scolaire Eastern Shores Commission scolaire Eastern Townships Commission scolaire English-Montréal Commission scolaire Harricana Commission scolaire Lester-B.-Pearson Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys Commission scolaire Marie-Victorin Commission scolaire New Frontiers Commission scolaire Pierre-Neveu Commission scolaire René-Lévesque Commission scolaire Riverside Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier Commission scolaire Western Québec Comité de gestion de taxe scolaire de l’île de Montréal

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique	
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes	
Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue	
Cégep d’Ahuntsic	
Cégep André-Laurendeau	
Cégep de Baie-Comeau	
Cégep Beauce-Appalaches	
Cégep de Bois-de-Boulogne	
Cégep de Chicoutimi	
Cégep de Drummondville	
Cégep Édouard Montpetit	
Cégep Garneau	
Cégep de la Gaspésie et des Îles	
Cégep Gérald-Godin	
Cégep de Granby	
Cégep John Abbott	
Cégep de Jonquière	
Cégep de La Pocatière	
Cégep régional de Lanaudière	
Cégep de Lévis-Lauzon	
Cégep Limoilou	
Cégep Lionel Groulx	
Cégep de Maisonneuve	
Cégep Marie-Victorin	
Cégep de Matane	
Cégep Montmorency	
Cégep de l’Outaouais	
Cégep de Rimouski	
Cégep de Rivière-du-Loup	
Cégep de Rosemont	
Cégep de Sainte-Foy	
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	
Cégep de Saint-Jérôme	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Cégep de Saint-Laurent Cégep de Sept-Îles Cégep de Shawinigan Cégep de Sherbrooke Cégep de Sorel-Tracy Cégep de St-Félicien Cégep de St-Hyacinthe Cégep de Thetford Cégep de Trois-Rivières Cégep de Valleyfield Cégep de Victoriaville Cégep du Vieux Montréal Collège d’Alma Champlain Regional College St. Lawrence Collège Dawson Collège Héritage Vanier College Centre hospitalier de l’Université de Montréal Institut de cardiologie de Montréal Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James Centre universitaire de santé McGill CHU de Québec – Université Laval Institut universitaire de cardiologie et de pneumonie de Québec Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Centre intégré de santé et de services sociaux de l’Abitibi-Témiscamingue Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval Centre intégré de santé et de services sociaux de l’Outaouais Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Est-de-l’Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l’Île-de-Montréal Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel Centre de santé Inuulitsivik (Baie d’Hudson) Centre de santé Tulattavik de l’Ungava (Baie d’Ungava) Centre local de services communautaires Naskapi Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James Centre d’appel d’urgence des régions de l’Est-du-Québec Centrale d’appels d’urgence Chaudière Appalaches Centre de communication santé Des Capitales Centre de communication santé de la Mauricie et Centre-du-Québec Centre de communication santé Estrie Groupe Alerte Santé inc. Centre de communication santé de l’Outaouais Centre de communication santé de l’Abitibi-Témiscamingue Centre de communication santé Laurentides Lanaudière Groupe d’approvisionnement en Commun de l’Est-du-Québec (GACEQ)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 05 – Liste des centres de traitement informatique
Liste des centres de traitement informatique (CTI) des ministères et organismes
Groupe d’approvisionnement en Commun de l’Ouest du Québec (GACOQ) SigmaSanté Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Institut national d’excellence en santé et en services sociaux (INESSS) Commissaire à la santé et au bien-être (CSBE) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Héma-Québec Corporation d’urgences-santé



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 06 – Plan et échéanciers CTI**

**Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 72.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 07 – Coûts regroupements CTI
Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.
<p>La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 72.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 8 - Études, analyses et recherche CSPQ

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2020-2021.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 34 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 9 - Mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2021, budget accordé en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2021 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'une appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2021 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2021 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2021 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 10 - Recommandations - stratégie en TI

Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2020-2021 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

La réalisation de l'ensemble des mesures de la Stratégie gouvernementale en TI a été complétée, en 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 11 - Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2021-2022) : a) la dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Cette question est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 59.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 12 - Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2020-2021 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 37 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 13 - Dépassement de coûts-projets en RI

Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.

L'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 14 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2020-2021, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 40 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 15 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 39 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 16 - Réduction dépenses TI

Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.

Le Volume 1 du Budget de dépenses 2021-2022 – Stratégie de gestion des dépenses et Renseignements supplémentaires présente en page 19 les économies prévues pour l'amélioration de la gestion en informatique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 17 - Révision des programmes et des contrats

Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.

La réponse à cette demande se trouve dans le document Stratégie de gestion des dépenses 2021-2022 - Renseignements supplémentaires 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 18 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2020-2021 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2020-2021, ainsi que les résultats.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 19 - Dérogations - Gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

Le 31 mars 2020, dans le contexte d'incertitude découlant de la COVID-19, un gel d'embauches a été demandé aux ministères et organismes (MO), dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique. Ce gel a été levé le 12 mai 2020.

53 demandes de dérogations ont été présentées au SCT pour autorisation :

- 21 ont été traitées avant la levée du gel et 32 ont été suspendues.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 20 - Économies - Gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2020-2021. Fournir une ventilation par ministère.

Le 31 mars 2020, dans le contexte d'incertitude découlant de la COVID-19, un gel d'embauches a été demandé aux ministères et organismes, dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique. Ce gel a été levé le 12 mai 2020.

Le gel d'embauche n'avait pas pour but la réalisation d'économie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 21 - Sommes économisées

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2019-2020 et en 2020-2021 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l'éducation et aux sociétés d'État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État. Prévisions pour 2021-2022.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 43 de l'opposition officielle.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 22 - Économies - Resserrement octroi des subventions

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2021-2022.

Les résultats publiés aux comptes publics de chacun des exercices incluent globalement l'impact de cette mesure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 23 - Unités autonomes - Chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Au 31 mars 2020, deux unités autonomes de services étaient toujours en activité, soit le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique et le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports.

Selon le rapport annuel 2019-2020 du ministère de la Sécurité publique, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a réalisé des revenus autonomes pour la vente de services accessoires totalisant la somme de 3 746,5 K\$. Ces revenus autonomes contribuent pour 18,9 % du financement du Laboratoire. Il est important de mentionner que 92,1 % de ses revenus autonomes, proviennent de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) pour le fichier criminalistique du Québec.

Pour l'exercice 2019-2020, la grande majorité des revenus du Fonds de gestion de l'équipement roulant, totalisant 130 159,8 k\$ proviennent de ses activités commerciales. Les clients du Fonds sont le ministère des Transports, les autres ministères, les organismes, les organismes liés au réseau de la santé et des services sociaux, les organismes liés au réseau de l'éducation, les organismes municipaux, les municipalités ainsi que les organismes fédéraux et amérindiens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 24 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1<sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2005.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 150.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 25 - Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004

Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 26 - Effectifs permanents

Évolution de l'effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 150.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 27 - Évolution d'employé par ministère

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi et par classe d'emploi.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 23 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 28 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d'emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 29 - Employés congédiés

Pour les trois dernières années, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 21 de l'opposition officielle.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 30 - Occasionnels devenus permanents

Pour les trois dernières années, le nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d'emploi.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 31 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 10 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 32 - Les 20 plus hauts salaires

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 11 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 33a - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16a de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 33b - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16b de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 33c - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16c de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 34a - ETC hors régions métropolitaines - MO

Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16a de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 34b - ETC région métropolitaine QC - MO

Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes;

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16b de l'opposition officielle.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 34c - ETC région métropolitaine QC - MO

Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2020-2021 et chacune des 5 années précédentes.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 16c de l'opposition officielle.

ETUDE DES CREDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 35 - Postes régionalisés

Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2021-2022, selon laquelle « plus de 400 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et février 2021 », fournir, par année : a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme; b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emploi; c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d) Liste des directions transférées.

a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme

Ministère ou Organisme (MO) / Organisme hors Fonction publique (OHFP)	Emplois régionalisés*
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	28
Curateur public du Québec	2
Héma-Québec	3
Institut de la statistique du Québec	1
Institut national de santé publique du Québec	5
Investissement Québec	17
La Financière agricole du Québec	5
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	40
Ministère de la Culture et des Communications	3
Ministère de la Justice	48
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	19
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	49
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	3
Ministère des Transports	108
Ministère du Conseil exécutif	1
Office québécois de la langue française	2
Régie du bâtiment du Québec	20
Retraite Québec	5
Secrétariat du Conseil du trésor	1
Société des traversiers du Québec	6
Société du Plan Nord	6
Société québécoise des infrastructures	17
Sûreté du Québec	62
Tribunal administratif du logement	8
Vérificateur général du Québec	5
Total général	476

\*Nombre d'emplois créés ou transférés en région.

b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emploi

Catégories d'emploi*	Ajout d'effectifs
Administratif	109
Encadrement	7
Ouvrier	1
Professionnel	219
Technique	140
Total général	476

\* Compte tenu de la disparité des appellations entre les MO et les OHFP, nous avons uniformisé par grandes catégories d'emploi.

c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal

Régions	Ajouts d'effectifs
01 - Bas-Saint-Laurent	53
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	55
03 - Capitale Nationale*	4
04 - Mauricie	68
05 - Estrie	51
07 - Outaouais	47
08 - Abitibi-Témiscamingue	49
09 - Côte-Nord	20
10 - Nord-du-Québec	8
11 - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	43
12 - Chaudière-Appalaches*	20
14 - Lanaudière**	1
15 - Laurentides**	13
16 - Montérégie**	17
17 - Centre-du-Québec	27
Total général	476

\* Excluant les municipalités se situant en totalité ou en grande majorité à l'intérieur d'un périmètre de 75 km de distance de route du centre-ville de Québec

\*\* Excluant les municipalités se situant en totalité ou en grande majorité à l'intérieur d'un périmètre de 75 km de distance de route du centre-ville de Montréal

d) Liste des directions transférées : N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 36 - Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020-2021 le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Cette question est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 60.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 37 - Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 38 - Taux d'absentéisme

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.

Cette question est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 61.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 39 - Études rétention des employés

Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2020-2021.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 22 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 40 - Unités autonomes de services

Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 29 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 41 - Employés dans les unités autonomes

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS)	ETC TOTAL UTILISÉ 2019-2020	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Selon le rapport annuel de gestion 2019-2020		
Centre de gestion de l'équipement roulant – MTQ	398 ETC <sup>1</sup>	1997-06-13
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale - MSP	168 ETC	1996-10-01
<sup>1</sup> En 2019-2020, afin de concentrer l'expertise administrative des ressources internes du Ministère, certains postes en soutien administratif du Centre de gestion de l'équipement roulant ont été transférées au Sous-ministériat aux services à la gestion.		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 42 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 30 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 43 - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux en 2020-2021 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.

L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : <https://www.cihi.ca/fr/les-medecins-au-canada>  
Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée [Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017](#), est maintenant accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : [https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=597&cHash=6b4906673d2092371a252a1df514e8af](https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=597&cHash=6b4906673d2092371a252a1df514e8af)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 44 - Négociateur - rémunération des médecins FMSQ et FMOQ

Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.

Aucun contrat n'a été octroyé en 2020-2021 pour négocier avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ni avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ). Les négociations qui ont eu lieu avec la FMSQ et avec la FMOQ ont été réalisées par le personnel de l'État, en collaboration avec la Négociatrice en chef du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 45 - Postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal

Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 35 du 3e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 46 - Liste des ministères - postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal

Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années.
Sont visés par le plan de régionalisation, les employés de l'ensemble des ministères et organismes de la fonction publique et les organismes hors fonction publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 47 - Liste des régions - postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal

Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2020-2021, et prévisions pour les dix prochaines années.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 35 du 3e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 48 – ETC embauchés Projet de loi 87

Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.

Cette demande relève du Protecteur du citoyen.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 49 - ETC autorisés - Actes répréhensibles

Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.

Cette demande relève du Protecteur du citoyen.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 50 - Niveau d'effectif - Article 12 - Loi 15

Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 15r.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 51 – Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15

Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 15 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 52 – Mise en place AMP

État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 92 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 53 – Niveau d'effectif Article 12 Loi 15

Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 50 du 3e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 54 – Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 15 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 55 - Formation

Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2020-2021. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 56 - Dirigeants de l'information

Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 57 - Écarts salariaux TI

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.

L'information sur les écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et les employés du secteur privé se trouve dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparé* disponible sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec : <https://statistique.quebec.ca/fr/document/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-compare>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 58 - Employés affectés aux affaires publiques

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2020-2021: a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 59 - Coûts de système M/O

Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 25 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 60 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2020-2021.

Cette question est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 37.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 61 - Programmes gouvernementaux depuis 2003

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.

Le volume 1 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » du Budget de dépenses 2021-2022 présente un bilan général des réalisations relativement à la gestion des programmes gouvernementaux. Les renseignements relatifs aux programmes budgétaires des portefeuilles ministérielles figurent aux volumes 3 « Crédits et dépenses de portefeuilles » du Budget de dépenses 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 62 - Optimisations des ressources reçues par le SCT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2020-2021. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.

Il n'y a pas eu de demande pour 2020-2021. Le SCT a appliqué une gestion rigoureuse et responsable de ses dépenses en posant les gestes nécessaires pour respecter son enveloppe budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 63 – Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2021-2022. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 4 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 64 - Mesures de contrôle de dépenses

Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 43 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 65 - État de situation Loi 135

État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 66 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 67 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance

Liste des organismes ayant soumis en 2020-2021 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 38 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 68 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, le financement accordé par année au cours des cinq dernières années, le budget final prévu et l'évolution du budget final au cours des cinq dernières années.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique 2 « Investissements prévus au plan par secteur » de la section B « Investissement prévus au plan par secteur ».

Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil du trésor publie à son Tableau de bord des projets d'infrastructure de 20 millions de dollars et plus sous la rubrique « Infrastructures publiques » de son site Web<sup>1</sup>, différentes informations sur les projets d'infrastructure.

<sup>1</sup> <https://www.tresor.gouv.qc.ca/infrastructures-publiques/tableau-de-bord/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 69 – Fonds de suppléance 2021-2022

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.

Le tableau en annexe présente les recours au Fonds de suppléance octroyés jusqu'au 31 mars 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
 NUMÉRO 69 – Fonds de suppléance 2021-2022

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.

Du:			Au:			
Portefeuille	Programme	Élément	Portefeuille	Programme	Élément	Montant
						(milliers de dollars)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	01				
			Affaires municipales et Habitation	01	02	140,9
			Affaires municipales et Habitation	02	01	2 000,0
			Affaires municipales et Habitation	03	02	80 000,0
			Affaires municipales et Habitation	03	02	5 000,0
			Affaires municipales et Habitation	03	02	79 400,0
			Affaires municipales et Habitation	03	02	37 139,9
			Affaires municipales et Habitation	07	01	6 400,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	02	10 600,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	03	29 400,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	04	140,9
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	04	225,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	05	6 700,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	06	24 000,0
			Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	07	3 000,0
			Conseil exécutif	02	01	2 112,8
			Conseil exécutif	02	05	30,3
			Conseil exécutif	02	06	13 206,3
			Culture et Communications	02	01	15 323,3
			Culture et Communications	02	01	800,0
			Culture et Communications	02	01	800,0
			Culture et Communications	02	01	800,0
			Culture et Communications	02	01	200,0
			Culture et Communications	02	03	8 800,0
			Culture et Communications	02	04	102 500,0
			Culture et Communications	02	04	2 000,0
			Culture et Communications	02	05	3 100,0
			Culture et Communications	02	05	800,0
			Culture et Communications	02	06	37 500,0
			Culture et Communications	02	06	18 000,0
			Culture et Communications	02	06	13 676,7
			Économie et Innovation	01	01	427,2
			Économie et Innovation	02	01	3 600,0
			Économie et Innovation	02	01	4 299,0
			Économie et Innovation	02	02	25 000,0
			Économie et Innovation	02	02	11 941,8
			Économie et Innovation	02	02	3 000,0
			Économie et Innovation	02	02	3 000,0
			Économie et Innovation	02	02	1 000,0
			Économie et Innovation	02	02	500,0
			Économie et Innovation	02	02	27 500,0
			Économie et Innovation	02	03	10 000,0
			Économie et Innovation	02	03	25 000,0
			Économie et Innovation	02	03	3 608,9
			Économie et Innovation	02	03	122,6
			Économie et Innovation	02	03	196,8
			Économie et Innovation	02	03	380,8
			Économie et Innovation	02	03	395,6
			Économie et Innovation	02	03	23 395,0
			Économie et Innovation	02	03	4 781,2
			Économie et Innovation	02	03	15 172,5
			Économie et Innovation	02	03	210,0
			Économie et Innovation	02	03	2 500,0
			Économie et Innovation	03	02	10 000,0
			Économie et Innovation	03	02	55 000,0
			Économie et Innovation	03	02	20 000,0
			Économie et Innovation	03	03	20 000,0
			Économie et Innovation	03	04	4 405,4
			Éducation et Enseignement supérieur	01	02	1 000,0
			Éducation et Enseignement supérieur	01	02	46 000,0
			Éducation et Enseignement supérieur	01	02	4 062,8
			Éducation et Enseignement supérieur	01	03	150,0
			Éducation et Enseignement supérieur	01	06	5 251,6
			Éducation et Enseignement supérieur	01	06	130,0
			Éducation et Enseignement supérieur	01	07	5 086,2
			Éducation et Enseignement supérieur	02	03	2 450,0
			Éducation et Enseignement supérieur	02	03	95,0
			Éducation et Enseignement supérieur	02	03	3 772,3
			Éducation et Enseignement supérieur	04	01	35 044,1
			Éducation et Enseignement supérieur	04	01	6 018,2
			Éducation et Enseignement supérieur	05	02	15 449,5
			Éducation et Enseignement supérieur	05	02	1 107,8
			Éducation et Enseignement supérieur	06	01	64 748,4
			Éducation et Enseignement supérieur	06	01	10 000,0
			Éducation et Enseignement supérieur	06	01	18 770,7
			Éducation et Enseignement supérieur	06	01	210,0
			Éducation et Enseignement supérieur	08	02	273 075,8
			Éducation et Enseignement supérieur	09	02	50,0
			Énergie et Ressources naturelles	01	03	24 219,0
			Énergie et Ressources naturelles	01	03	47 000,0
			Énergie et Ressources naturelles	01	03	17 600,0

Du:			Au:			
Portefeuille	Programme	Élément	Portefeuille	Programme	Élément	Montant
						(milliers de dollars)
			Famille	01	02	161,2
			Famille	02	01	21 700,0
			Famille	02	01	5 000,0
			Famille	02	01	6 700,0
			Famille	02	01	23,8
			Famille	02	01	525,0
			Famille	03	05	14 700,0
			Famille	03	05	4 200,0
			Famille	03	05	14 226,7
			Famille	03	06	6 600,0
			Famille	03	06	2 700,0
			Famille	03	06	29 504,5
			Famille	03	07	10 200,0
			Famille	03	07	2 000,0
			Famille	03	07	6 962,7
			Finances	02	03	85 000,0
			Finances	02	03	137 000,0
			Finances	03	01	1 500,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	23 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	5 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	3 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	7 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	40 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	3 050,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	150,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	2 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	1 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	9 400,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	3 700,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	04	3 900,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	02	24 600,0
			Immigration, Francisation et Intégration	03	03	16 000,0
			Justice	01	04	93,7
			Justice	05	01	9 369,8
			Le Protecteur du citoyen	01	01	660,0
			Le Vérificateur général	02	01	848,0
			Relations internationales et Francophonie	01	01	750,0
			Relations internationales et Francophonie	02	02	350,0
			Relations internationales et Francophonie	02	03	1 300,0
			Relations internationales et Francophonie	02	05	2 600,0
			Santé et Services sociaux	02	08	1 000,0
			Santé et Services sociaux	02	13	345,0
			Sécurité publique	01	01	46,6
			Sécurité publique	01	01	16,9
			Sécurité publique	03	01	314,6
			Sécurité publique	04	04	75,0
			Sécurité publique	04	04	166,7
			Sécurité publique	04	05	1 570,3
			Sécurité publique	07	01	20 000,0
			Sécurité publique	01	01	900,0
			Sécurité publique	02	01	24 540,4
			Sécurité publique	02	02	5 599,6
			Sécurité publique	04	01	1 500,0
			Sécurité publique	04	02	3 150,0
			Sécurité publique	04	03	1 650,0
			Sécurité publique	04	04	1 700,0
			Sécurité publique	04	05	50,0
			Sécurité publique	04	06	300,0
			Sécurité publique	04	07	300,0
			Sécurité publique	04	08	50,0
			Sécurité publique	05	01	2 100,0
			Sécurité publique	05	02	1 750,0
			Tourisme	02	01	44 000,0
			Tourisme	02	01	38 000,0
			Tourisme	02	01	21 600,0
			Tourisme	02	01	318,0
			Tourisme	02	02	1 000,0
			Tourisme	02	02	2 500,0
			Tourisme	02	02	13 500,0
			Tourisme	02	02	21 000,0
			Tourisme	03	03	17 120,3
			Transports	01	01	200 000,0
			Transports	01	01	45 600,0
			Transports	01	01	6 000,0
			Transports	01	02	140,9
			Transports	01	03	15 000,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	02				
			Conseil exécutif	08	01	660 020,0
			Culture et Communications	02	04	64 000,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	03				
			Économie et Innovation	02	03	225 000,0
			Économie et Innovation	02	03	150 000,0
			Économie et Innovation	02	03	50 000,0
			Économie et Innovation	02	03	100 000,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 70 – Pénalités contractuelles

Tous les documents produits par le Conseil du trésor ou le CSPQ et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.

Aucune pénalité n'a été appliquée à des contractuels en 2020-2021 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 71 - Services de traduction

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 8.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 72 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 73 – Subventions normées

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2020-2021, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.

Aucun programme normé de financement ou de subventions pour l'année 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 74 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2020-2021 et coûts associés à chacune d'elles.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 32 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 75 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 76 - Comités interministériels CSPQ

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 77 - Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années CSPQ

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 78 - Taux de rétention CSPQ

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 79 - Suivi embauche 500 informaticiens CSPQ

Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 80 - Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années CSPQ

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 81 - Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années CSPQ

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 82 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.							
Comité	MO responsable	Descriptif	Statut du comité	MO participants	CAG responsable	Date des rencontres	Frais encourus
Cellule d'innovation	SCT	Évolution de l'offre de service du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en sélection de personnels. La cellule d'innovation se veut être un espace de partage et de réflexion et a pour principaux objectifs de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Identifier les besoins des MO en matière d'évaluation dans le cadre du nouveau processus de dotation;</li><li>• Réfléchir aux outils et à l'accompagnement qui pourraient faire partie de l'offre de service du SCT en matière d'évaluation et de sélection du personnel.</li></ul>	Formel	Tous	Sonia Carpentier	2020-12-16 mi-janvier mi-février	
Réseau en promotion des saines habitudes de vie	SCT	Le Réseau assumera, entre autres, les rôles de : <ul style="list-style-type: none"><li>• développer une compréhension commune de la promotion des saines habitudes de vie;</li><li>• perfectionner la connaissance et les compétences des conseillers;</li><li>• soutenir les conseillers en promotion des saines habitudes de vie en favorisant les échanges et le partage d'outils entre eux, de même que la mise en commun de leurs expériences.</li></ul>	Formel	Tous	Cynthia Rousseau	2020-11-26, 3 fois par an	
Groupe d'échanges SST	SCT	Ce groupe permet: - le partage des connaissances/informations en prévention SST et COVID19	Informel	Tous	Cynthia Rousseau	À toutes les 2 semaines	
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la Fonction publique du Québec		La mission du Forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Formel	Tous	Sonia Carpentier		
Comité de concertation - promotion des emplois de la fonction publique	SCT	Le but du comité interministériel est la transmission d'informations pertinentes, le partage des bonnes pratiques et l'identification de nos besoins	Formel	Tous	Jessica Fortin	2020-12-15 Fréquence variable	
Assemblée des conseillers en relations de travail	SCT	Ce réseau a pour but, notamment, de donner les dernières orientations du SCT en matière de relations de travail, de partager des bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Formel	Tous	Julie Paquet	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Réseau des gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre	Aucun	Ce réseau a pour but, notamment, de discuter de la mise en place des dernières orientations du SCT en la matière, de partager des bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Informel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Réseau des gestionnaires en relations professionnelles	Aucun	Ce réseau a pour but, notamment, de discuter de la mise en place des dernières orientations du SCT en la matière, de partager des bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Informel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	MELCC	Le CIDD est d'abord un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Son mandat est de soutenir et d'accompagner le MELCC pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	Formel	Tous	Guillaume Tessier	Dernière rencontre le 29 octobre 2020. Environ 3 rencontres par année	
Table d'échanges en ressources financières	Contrôleur des finances	Table ayant pour objectif de discuter de questions et de problématiques en ressources financières dans SAGIR.	Formel	Tous	Éric Sergerie	Aux 2 ou 3 mois selon le nombre de sujets	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 82 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.							
Comité	MO responsable	Descriptif	Statut du comité	MO participants	CAG responsable	Date des rencontres	Frais encourus
Comité provincial des indicateurs	MSSS	L'objectif est d'élaborer les indicateurs de performance du réseau de la santé en lien avec les acquisitions.	Formel	Réseau de la santé	François Gaudreault	4 à 6 fois par année	
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	MJQ	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	Formel	MSP, Bureau du coroner, CNESST, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MEES, MEI, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTQ, RBQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, RQ et Tourisme Québec.	François Vaillancourt	Quelques fois par année	
Comité national en logistique et approvisionnement	MSSS	Favoriser le réseautage de la communauté de pratique en logistique et approvisionnement pour le développement stratégique efficients des pratiques (par domaine et par région) de la recherche, au niveau du MSSS, l'amélioration des processus, obtention des gains et transformation du RSSS le plus rapidement possible.	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, Mélanie Raymond François St-Cyr et Patrick Baillargeon	3-4 fois par année	
Comité provincial des approvisionneurs (CPA) et les trois comités tactiques d'approvisionnement du réseau de la santé	MSSS	Recommander les orientations et les priorités annuelles des dossiers d'appel d'offres, Fournir des orientations sur des dossiers d'appel d'offres problématiques, Assurer une synergie entre les différents établissements membres et le CAG, S'assurer de la qualité et de l'efficacité des processus de gestion contractuelles, Soutenir l'adoption des pratiques exemplaires dans le domaine des approvisionnements et de la logistique, Partage des expertises entre établissements et le CPA, Favoriser l'identification et l'adhésion au plus grand nombre de dossiers d'appel d'offres communs.	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, Mélanie Raymond François St-Cyr et Patrick Baillargeon	4 fois par année	
Comité provincial des pharmaciens	MSSS	Assure une harmonisation des pratiques quant aux stratégies d'approche aux marchés afin de garantir une saine concurrence et une sécurité d'approvisionnement en produits pharmaceutiques pour l'ensemble de la province, et ce, dans un rapport de coût optimisé pour le réseau de la santé et des services sociaux.	Formel	Réseau de la santé	Isabelle Bernard, François St-Cyr et Jean-François Bastien	4 fois par année	
Comité stratégique du Ministère de l'éducation	MEQ	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par le comité tactique provincial en approvisionnement pour le réseau de l'éducation (CTPACSS-CS) et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour les centres de services scolaire et les commissions scolaires (CSS-CS).	Formel	Réseau de l'éducation	Sébastien Gagnon et François St-Cy	3 fois par année	
Comité stratégique du Ministère de l'Enseignement supérieur	MES	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par les comités tactiques provinciaux en approvisionnement pour le réseau des Cégeps (CTPAC) et le réseau des universités (CTPAU) et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour ces réseaux.	Formel	Réseaux de l'enseignement supérieur (cégeps et universités)	Sébastien Gagnon et François St-Cy	3 fois par année	
Comité MSSS-CAG (ancien CPAC)	MSSS	Viser à améliorer les relations entre les groupes d'intérêts, de discuter des enjeux rencontrés et convenir de stratégies ou de pistes de solutions afin d'améliorer les pratiques. Développe et obtient une orientation commune quant à la suite des travaux de l'ensemble des membres de la CPAC et des intervenants du MSSS	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, François St-Cyr, Mélanie Raymond	aux deux semaines pour quelques mois dans le cadre de la pandémie	
Comité stratégique des MO	MO responsable	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par les comités tactiques provinciaux en approvisionnement pour le réseau des MO et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour les MO.	Formel	Réseau des MO	François Vaillancourt	3 fois par année	

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 83 – Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information**

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

Le tableau suivant fait état des effectifs de niveau technique et professionnel œuvrant en technologies de l'information, en date du 28 février 2021.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs	ETC
Professionnels	9	9
Techniciens et assimilés	3	3
Total	12	12

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 84 - Taux de rétention CAG**

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.

**Cette question est répondue par la demande particulière 74.**

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 85 – Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années**

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

Aucune pénalité n'a été appliquée aux contrats entre le 1<sup>er</sup> septembre 2020 et le 28 février 2021.

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 86 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années**

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

Il n'y a pas eu de ressource externe au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) entre le 1er septembre 2020 et le 28 février 2021.

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 87 – Comités interministériels
Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
<p>ITQ ne participe à aucun comité interministériel pour lequel un budget lui est alloué.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 88 – Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années**

**Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.**

L'information concernant le portait de la main-d'œuvre en technologies de l'information se retrouve en ligne à l'adresse suivante :  
<https://www.tresor.gouv.qc.ca/ressources-informationnelles/publications/> (section Statistiques)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 89 - Taux de rétention ITQ
Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.
<p>La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 74.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 90 - Suivi embauche 500 informaticiens**

**Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.**

Dans le cadre de la mesure 13 de la Stratégie gouvernementale en technologies de l'information (TI) Rénover l'État par les technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), le CSPQ s'était vu octroyer, en février 2017, 109 postes en TI. La reddition de comptes annuelle auprès du SCT relative au suivi de la dotation des postes octroyés a pris fin le 31 mars 2019.

De plus, les données sur le nombre d'embauches découlant de l'octroi de ces effectifs ne sont plus comptabilisées à la suite du passage à ITQ, qui s'est vu octroyer deux nouvelles cibles d'effectifs lors de sa création le 1er septembre 2020.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NUMÉRO 91 – Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années							
Documents produits par l’organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.							
NO DE CONTRAT OU DE BON DE COMMANDE	FIRME	OBJET	MONTANTDU CONTRAT (\$)	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	MONTANT DES PÉNALITÉS * (\$)	COMMENTAIRES
VICE-PRÉSIDENTE DE L'EXPLOITATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, DES PLATEFORMES LOGICIELLES ET DE LA SÉCURITÉ							
396400330	Compugen inc.	Entretien et réparation d'équipements bureautiques	3 000 000 \$	2019-12-02	2022-11-30	8 425 \$	Non-respect des délais de livraison
396400226	Telus Communications inc.	Contrat de transition à la sortie du réseau intégré de télécommunications multimédia (RITM)	248 000 000 \$	2018-10-01	2023-09-30	476 842 \$	Non-respect des niveaux de services du RITM
396400131	Telus Communications inc.	Services-conseils en architecture de sécurité de l'information- Volet 1	3 858 750 \$	2020-01-06	2023-01-05	29 500 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
999728973	Rogers Communications Canada inc.	Services de mobilité cellulaires	s/o	s/o	s/o	249 000 \$	Non-respect des délais de livraison du portail usager
396400195	Motorola Solutions Canada inc.	Services d'un exploitant principal des services de radiocommunication	210 524 532 \$	2017-06-01	2027-02-28	2 702 388 \$	Non-respect des niveaux de services contractuels en entretien correctif des réseaux
347500349	Telus Communications inc.	Services-conseils en sécurité opérationnelle- volet 2	1 587 600 \$	2020-01-06	2023-01-05	6 000 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
347493840	Transition services conseils inc.	Gestion de projets, orientations technologiques et performance des services d'infrastructures technologiques (Volet 1)	1 771 350 \$	2018-11-15	2021-11-14	38 000 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
VICE-PRÉSIDENTE DES PROJETS DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE							
396400248	IBM Canada limitée	Téléphonie sur IP (ToIP) en mode Infonuagique	103 245 699 \$	2018-09-27	2028-09-26	16 000 \$	Non-respect des délais de livraison
347499438	CIAO Technologies inc.	Travaux de développement de solutions d'affaires, de soutien au développement et aux cadres méthodologiques - Volet A	2 790 480 \$	2019-11-04	2021-11-03	20 800 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
VICE-PRÉSIDENTE À LA GOUVERNANCE, À LA PERFORMANCE ET AUX SERVICES À LA GESTION							
396400853	Cofomo Québec inc.	Gestion de portefeuille organisationnel de projets, gestion, suivi et contrôle de projets / Volet 5 - Projet en sécurité de l'information et en conception de service en TI	1 935 318 \$	2020-10-07	2022-10-06	21 600 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
396400066	Services conseils Abna inc., Les	Gestion de projet et soutien à la gestion	4 378 683 \$	2018-07-03	2021-07-02	8 000 \$	Dépassement du délai établi au contrat pour proposer des ressources
* Période visée : 1er avril 2020 au 28 février 2021							

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 92 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années**

**Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 63.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 93 - Services électroniques

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 2 du 3e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 94 - Dépenses en informatique pour le secteur public québécois

Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 40 de l'opposition officielle.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 95 - Dépenses en informatique pour le secteur public québécois - ressources internes

Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 40 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 96- Dépenses en informatique pour le secteur public québécois - ressources externes

Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2020-2021.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 40 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 97 - Dix plus gros fournisseurs informatiques

Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.

Valeur des contrats des 10 plus importants contractants en TI  
Organismes publics des réseaux de l'administration gouvernementale, de la santé et des services sociaux et de l'éducation  
Contrats conclus du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021

Contractants	Approvisionnement	Services de nature technique	Services professionnels	Total
Bell Canada	89 495 656 \$	13 779 010 \$	8 063 455 \$	111 338 121 \$
TELUS Communications inc.	25 813 612 \$	42 380 748 \$	1 069 912 \$	69 264 272 \$
Cofomo inc.	71 891 \$	353 430 \$	60 421 370 \$	60 846 691 \$
Microsoft Canada inc.	32 599 036 \$	14 167 795 \$	12 286 989 \$	59 053 820 \$
IBM Canada Limitée	38 268 513 \$	19 359 814 \$	735 465 \$	58 363 792 \$
Levio conseils inc.	–	–	43 953 514 \$	43 953 514 \$
Logibec inc.	8 552 241 \$	10 524 974 \$	23 607 606 \$	42 684 821 \$
Solutions Petal inc.	1 891 316 \$	36 303 530 \$	278 080 \$	38 472 926 \$
Sigma-RH Solutions inc.	34 771 240 \$	–	–	34 771 240 \$
Société Quadramed Canada	–	32 324 800 \$	36 846 \$	32 361 646 \$
<b>Total des 10 principaux fournisseurs ou prestataires de services</b>	<b>231 463 505 \$</b>	<b>169 194 101 \$</b>	<b>150 453 237 \$</b>	<b>551 110 843 \$</b>

Notes : Les données du tableau ci-dessus proviennent du système électronique d'appel d'offres (SEAO) et sont ensuite validées et compilées par le Secrétariat du Conseil du trésor. Elles se rapportent aux contrats conclus dans les catégories S4 (traitement de l'information et services de télécommunications techniques) et G8 (matériel informatique et logiciel), excluant les avis SEO dans lesquels plus d'une entreprise se partage un contrat à exécution sur demande ou à commandes.

Données en date du 28 février 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 98 – Contrats informatiques octroyés à des firmes québécoises
Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.
<p>Les systèmes informatiques ne prévoient pas la saisie de cette donnée. Ce faisant, il n'est pas possible de produire des statistiques relatives au pourcentage et aux montants des contrats informatiques externes octroyés spécifiquement à des firmes québécoises.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 99 – Contrats informatiques octroyés à des PME**

**Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 100 – Domaines « .quebec »**

**Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.**

Domaine	Ministères et organismes
amp.quebec	Autorité des marché public
registredesactionscollectives.quebec	Ministère de la Justice du Québec

Infrastructure Technologique Québec (ITQ) n'a acquis aucun domaine «.quebec» en 2020-2021.

Toutefois, tous les ministères et organismes peuvent acheter des domaines auprès de leur registraire d'adresse Internet. Dans ces cas, ITQ ne détient aucun inventaire de ces domaines ou sous-domaines respectifs.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 101 – Domaines « .qc.ca »**

**Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.**

Infrastructures Technologiques Québec (ITQ) n'a acquis aucun domaine «.qc.ca» en 2020-2021.

Toutefois, tous les ministères et organismes peuvent acheter des domaines auprès de leur registraire d'adresse Internet. Dans ces cas, ITQ ne détient aucun inventaire de ces domaines ou sous-domaines respectifs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement					
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.					
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> réservés qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021					
PÉRIODE (2020-2021)	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION <sup>2</sup>	TOTAL INSCRITS
PERSONNEL DE CABINET					
Printemps 2020	10500RP93470011	Toutes	03	2020-04-22	1
Printemps 2020	10400RP93470006	Toutes	03	2020-06-12	1
Automne 2020	11100RP93960006	Toutes	03	2020-09-28	1
Automne 2020	10400RP93960007	Toutes	12	2020-09-30	1
Automne 2020	10800RP93960002	Toutes	03	2020-10-28	1
SOUS - TOTAL					5
PDEIPH <sup>3</sup>					
Cohorte automne 2019	20010RH93470033	Toutes	06	2020-12-14	1
Cohorte automne 2019	26410RH93470012	Toutes	16	2020-09-23	1
Cohorte automne 2019	26410RH93470008	Toutes	03	2019-09-19	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470041	Toutes	05	2020-09-22	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470038	Toutes	13	2020-06-25	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470037	Toutes	04	2020-03-17	1
Cohorte printemps 2020	22120RH93470011	Toutes	03	2020-06-30	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470040	Toutes	16	2020-09-21	1
Cohorte printemps 2020	10500RH93470005	Toutes	16	2020-09-22	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470039	Toutes	09	2020-09-22	1
Cohorte printemps 2020	20010RH93470042	Toutes	07	2020-06-16	1
Cohorte printemps 2020	10000RH93470001	Toutes	03	2020-07-22	1
SOUS - TOTAL					12
MINA <sup>4</sup>					
Cohorte automne 2020	10300RNA93960001	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10300RNA93960002	Toutes	03	2020-12-09	1
Cohorte automne 2020	10300RNA93960003	Toutes	03	2020-12-09	1
Cohorte automne 2020	10300RNA93960004	Toutes	03	2020-12-09	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960001	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960002	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960003	Toutes	03	2020-12-08	1



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement					
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.					
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> réservés qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021					
PÉRIODE (2020-2021)	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION <sup>2</sup>	TOTAL INSCRITS
Cohorte automne 2020	10500RNA93960004	Toutes	06	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960005	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960006	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960007	Toutes	15	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960008	Toutes	15	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960009	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960010	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960011	Toutes	13	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960012	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960013	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960014	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10500RNA93960015	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	10800RNA93960001	Toutes	03	2020-12-01	1
Cohorte automne 2020	10800RNA93960002	Toutes	03	2020-12-09	1
Cohorte automne 2020	10800RNA93960003	Toutes	03	2020-12-09	1
Cohorte automne 2020	11100RNA93960001	Toutes	06	2020-12-22	1
Cohorte automne 2020	11300RNA93960001	Toutes	03	2020-12-01	1
Cohorte automne 2020	12400RNA93960001	Toutes	03	2020-12-22	1
Cohorte automne 2020	12400RNA93960002	Toutes	03	2020-12-22	1
Cohorte automne 2020	21410RNA93960001	Toutes	06	2020-12-16	1
Cohorte automne 2020	21410RNA93960002	Toutes	07	2020-12-16	1
Cohorte automne 2020	26310RNA93960001	Toutes	08	2020-12-22	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960001	Toutes	06	2020-11-30	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960002	Toutes	06	2020-11-30	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960003	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960004	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960005	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	26410RNA93960006	Toutes	03	2020-12-08	1
Cohorte automne 2020	27210RNA93960001	Toutes	03	2020-12-16	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement					
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.					
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> réservés qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021					
PÉRIODE (2020-2021)	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION <sup>2</sup>	TOTAL INSCRITS
Cohorte automne 2020	27210RNA93960002	Toutes	03	2020-12-16	1
Cohorte automne 2020	27210RNA93960003	Toutes	03	2020-12-16	1
Cohorte printemps 2021	10500RNA93960016	Toutes	06	2021-02-25	1
Cohorte printemps 2021	10500RNA93960017	Toutes	03	2021-02-25	1
Cohorte printemps 2021	10500RNA93960018	Toutes	03	2021-02-25	1
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960005	Toutes	06	2021-02-26	1
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960006	Toutes	06	2021-02-26	1
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960007	Toutes	06	2021-02-26	1
Cohorte printemps 2021	11300RNA93960002	Toutes	03	2021-02-26	1
Cohorte printemps 2021	26410RNA93960007	Toutes	06	2021-02-25	1
Cohorte printemps 2021	27210RNA93960004	Toutes	03	2021-02-25	1
SOUS - TOTAL					47
TOTAL					64

<sup>1</sup> Le terme concours a été remplacé par processus de qualification pour se conformer au nouveau cadre légal et normatif de la dotation. La liste ci-dessus contient les processus dont la période d’inscription a débuté entre le 2020-04-01 et le 2021-02-28.

<sup>2</sup> Personnel de cabinet : Le début de la période d'inscription correspond à la date de réception de la demande / PDEIPH et MINA : La début de la période d'inscription correspond à la date de création du processus de qualification dans le système de dotation *Emploi en ligne (EEL)* , à la suite de la réussite du projet d'emploi (PDEIPH) ou de l'emploi (MINA).

<sup>3</sup> PDEIPH : Programme de développement de l’employabilité à l’intention des personnes handicapées.

<sup>4</sup> MINA : Mesure d'intégration en emploi des nouveaux arrivants membres des minorités visibles et ethniques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement																								
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.																								
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 <sup>2</sup>																								
RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																								
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																		NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)		
Analyste financière ou analyste financier	10300RS93960003	Toutes les régions	2021-01-14	2 723	44	55	694	65	59	840	81	32	12	2	14	110	185	75	92	294	39	30		
Conseillère ou conseiller en production multimédia (Graphiste, infographiste, webmestre, réalisateur)	10400RS93960001	Toutes les régions	2021-01-25	1 089	14	14	307	17	27	343	34	9	4		5	55	31	30	41	136	9	13		
Conseillère ou conseiller en communication	10400RS93960002	Toutes les régions	2021-01-18	2 623	36	56	791	51	70	760	65	27	14	3	21	110	115	61	86	282	39	36		
Une ou un économiste	10500RS93960001	Toutes les régions	2020-10-08	1 353	11	13	352	16	32	502	41	12	6	4	7	39	85	27	28	131	18	29		
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006	Toutes les régions	2020-12-14	675	6	16	213	14	21	179	23	5	4	1	3	40	34	12	11	66	12	15		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement																									
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.																									
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 <sup>2</sup>																									
RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																									
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																			NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)			
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-001	Toutes les régions	2020-12-14	1 372	13	23	541	30	35	327	36	8	4	3	6	53	59	16	47	111	22	38			
Agente principale ou agent principal de sécurité - Chef d'équipe ou spécialiste	20125RS93960001	Toutes les régions	2020-10-01	367	12	13	79	12	12	90	16	3	3		4	13	19	25	19	40	3	4	10	2021-01-14	
Agente ou agent de sécurité	20130RS93960002	Toutes les régions	2020-10-01	642	17	24	107	16	20	168	43	9	9	2	12	26	30	26	38	77	14	4			
Agente ou agent de secrétariat	22120RS93470002-016	Toutes les régions	2020-02-25	2 564	53	103	464	88	98	569	116	37	30	6	31	87	109	130	171	356	79	37	13	2021-01-27	
Technicienne ou technicien en administration (fin de publication le 6 mai 2020)	26410RS93470003	Toutes les régions	2020-03-23	4 184	45	63	1125	76	68	1194	62	28	25	4	30	216	247	158	204	551	55	33			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 102 – Liste de concours de recrutement																								
Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l’année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.																								
Liste des processus de qualification <sup>1</sup> de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 <sup>2</sup>																								
RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																								
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																		NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)		
Technicienne ou technicien en informatique	27210RS93470004-004	Toutes les régions	2020-04-17	361	2	3	57	5	8	143	16	1		2	4	12	30	14	15	36	6	7		
TOTAL				17 953	253	383	4 730	390	450	5 115	533	171	111	27	137	761	944	574	752	2 080	296	246	23	
<sup>1</sup> Le terme <i>concours</i> a été remplacé par <i>processus de qualification</i> pour se conformer au nouveau cadre légal et normatif de la dotation. La liste ci-dessus contient les processus dont la période d’inscription a débuté entre le 2020-04-01 et le 2021-02-28.																								
<sup>2</sup> La liste ne contient que les processus visant les classes d’emplois pour lesquels ITQ détient la délégation du SCT. À noter qu'ITQ tient également des processus pour le compte de MO détenant une délégation pour certaines classes d’emplois.																								

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 103 – Coûts de la mise en place SAGIR**

**État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.**

La seule phase d'implantation de SAGIR active est SAGIR SGR-7- Système de paie.

La phase de planification a été autorisée au coût de 6,8 M\$.

Pour 2020-2021, les sommes versées sont de 2,785 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 104 – Prévion des coûts SAGIR**

**Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de la troisième opposition numéro 103.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 105 – Employés et ressources externes DGGIR			
Nombre d’employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d’affaires et de la Direction générale de l’exploitation des solutions d’affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.			
SECTEUR	MANDAT	NOMBRE D'EMPLOYÉS	NOMBRE DE RESSOURCES EXTERNES
Direction générale en gestion intégrée des ressources (DGGIR)	La Direction générale en gestion intégrée des ressources a pour mandat de concevoir, de réaliser et de mettre en œuvre les solutions en gestion intégrée des ressources offertes par Infrastructures technologiques Québec, notamment les Solutions d’affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR), le Système automatisé de gestion des informations sur le personnel (SAGIP) et le système UGO de Revenu Québec. La DGGIR pourvoit également à l’évolution, à l’entretien et à l’exploitation de ces solutions. Enfin, elle réalise des projets d’envergure tels la mise à niveau du progiciel de gestion intégré (PGI) à la base de SAGIR et la refonte du système de paie.	155	95
		155	95
Les employés et les ressources externes ne sont pas affectés à temps plein à SAGIR.			



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 106 – Coûts Accès UniQC

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.

La solution Accès UniQc a évolué vers le programme Service québécois d'identité numérique (SQIN). De l'information sur ce projet est également disponible sur le site internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/projet/3155504/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 107 – Prévisions Accès UniQC

Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 106 du 3<sup>e</sup> groupe d'opposition.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 108 – Ressources internes et externes-Accès UniQC**

**Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.**

Avec le dépôt de la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 qui vise à offrir des services publics plus rapides et faciles d'utilisation pour les citoyens de manière à adapter les relations de l'État avec les citoyens à l'ère du numérique, la solution gouvernementale Accès UniQc a été révisée et a évolué vers le Programme Service québécois d'identité numérique (SQIN).

En date du 28 février 2021, 16 ressources internes et 9 ressources externes d'Infrastructures technologiques Québec sont affectées à la phase d'exécution du projet 1 du Programme SQIN : Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 109 – Coûts Modernisation système de justice

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.

Cette question relève du ministère de la Justice.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 110 – Ressources internes et externes-modernisation système de justice**

**Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.**

ITQ n'a aucun employé et aucune ressource externe affectée au Plan pour moderniser le système de justice du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DDEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 111 – Coûts - RENIR					
État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.					
NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	MONTANT PRÉVU AU 15 JANVIER 2010 POUR L'ENSEMBLE DU PROJET (millions \$)	RÉCENTS ESTIMÉS DU COÛT DU PROJET (millions \$)	SOMMES TOTALES ENGAGÉES À CE JOUR (millions \$)	POURCENTAGE DE RÉALISATION À CE JOUR
Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)	Déployer un réseau moderne de radiocommunication mobile pour desservir les ministères et organismes (Sûreté du Québec, ministère des Transports, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministère de la Santé et des Services sociaux).	331,5	322,2	322,2	100%
Bien que le projet soit complété à 100 %, il demeure certaines sommes résiduelles à engager et à déboursier.					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 112 – Mise à jour Oracle V12																					
Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.																					
<table><tr><th>ÉTAPES GLOBALES</th><th>ÉCHÉANCIER</th></tr><tr><td>Démarrage des travaux</td><td>1<sup>er</sup> juin 2016</td></tr><tr><td>Activités de démarrage</td><td>Juin 2016 à mars 2017</td></tr><tr><td>Mise en place de l’infrastructure technologique</td><td>Terminée en décembre 2017</td></tr><tr><td>Migration des composants</td><td>Juin 2017 à avril 2019</td></tr><tr><td>Essais de performance, de systèmes et intégrés</td><td>Septembre 2017 à mai 2019</td></tr><tr><td>Activités de gestion du changement et formation</td><td>Débuté en septembre 2017</td></tr><tr><td>Communications avec les ministères et organismes</td><td>Débuté en mars 2017</td></tr><tr><td>Mise en production</td><td>15 juin au 1er juillet 2019</td></tr><tr><td>Fin du projet</td><td>30 septembre 2019</td></tr></table>		ÉTAPES GLOBALES	ÉCHÉANCIER	Démarrage des travaux	1 <sup>er</sup> juin 2016	Activités de démarrage	Juin 2016 à mars 2017	Mise en place de l’infrastructure technologique	Terminée en décembre 2017	Migration des composants	Juin 2017 à avril 2019	Essais de performance, de systèmes et intégrés	Septembre 2017 à mai 2019	Activités de gestion du changement et formation	Débuté en septembre 2017	Communications avec les ministères et organismes	Débuté en mars 2017	Mise en production	15 juin au 1er juillet 2019	Fin du projet	30 septembre 2019
ÉTAPES GLOBALES	ÉCHÉANCIER																				
Démarrage des travaux	1 <sup>er</sup> juin 2016																				
Activités de démarrage	Juin 2016 à mars 2017																				
Mise en place de l’infrastructure technologique	Terminée en décembre 2017																				
Migration des composants	Juin 2017 à avril 2019																				
Essais de performance, de systèmes et intégrés	Septembre 2017 à mai 2019																				
Activités de gestion du changement et formation	Débuté en septembre 2017																				
Communications avec les ministères et organismes	Débuté en mars 2017																				
Mise en production	15 juin au 1er juillet 2019																				
Fin du projet	30 septembre 2019																				

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 113 – État d'avancement - projet SIIC**

**L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).**

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant-même le démarrage de la phase "avant-projet".  
Aucune somme n'a été dépensée pour ce projet.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 114 – Plan et échéanciers SIIC**

**Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).**

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant-même le démarrage de la phase "avant-projet".  
Aucune somme n'a été dépensée pour ce projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 115 – Coût - système SIIC**

**Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.**

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant-même le démarrage de la phase "avant-projet".  
Aucune somme n'a été dépensée pour ce projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 116 - Organismes et agences; membres C.A.
<p>Pour l’année 2020-2021, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés et des membres du conseil d’administration;</p> <p>b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).</p>
<p>À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d’acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020. Le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec ne sont pas dotés d'un conseil d'administration.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 117 – Respect des cibles concernant la «Déclaration de services aux citoyens»		
Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2020-2021, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes :		
a) Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b) Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c) Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d) Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e) L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmis par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f) Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.		
VICE-PRÉSIDENTE DES PRODUITS SAGIR		
Secteur : Direction générale des services de dotation gouvernementale		
Services offerts aux citoyens : Recrutement gouvernemental		
CIBLES	DÉLAIS DE TRAITEMENT	
	NOMBRE DE DÉLAIS ATTEINTS	NOMBRE DE DÉLAIS NON ATTEINTS
Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins.	s. o.	s. o.
Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels.	17 022	635
Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables.	s.o.	s.o.
Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande.	s.o.	s.o.
L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmis par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception.	16	0
Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.	6	0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 118 – Coût moyen des ressources externes par catégorie d'activité pour les 10 dernières années**

**Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 63.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 119 - Études, analyses et recherche**

Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.

Une étude de faisabilité est en cours concernant la prise en charge possible d'un mandat de gestion des équipements et fournitures critiques par le Centre des acquisitions gouvernementales (CAG).

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 119 - Études, analyses et recherches ITQ**

**Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.**

Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1<sup>er</sup> septembre 2020 et il ne possédait pas de copie de travaux, d'études, d'analyses et de recherches réalisés pour ou par le Conseil du trésor le concernant.

ITQ ne possède pas de copie de travaux, d'études, d'analyses et de recherches réalisés pour ou par le Conseil du trésor le concernant.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 120 - Projets AGILE**

Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.

Il n'y a eu aucun projet utilisant le concept AGILE au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) entre le 1er septembre 2020 et le 28 février 2021.

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 120 – Projets AGILE
Nombre de projets au CSPQ, au Centre d’acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
<p>Entre le 1er septembre 2020 et le 28 février 2021, 14 projets actifs ont utilisé des concepts AGILE.</p> <p><b>Liste des projets actifs</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. APOGE - Amélioration des processus et outils de gestion de l'exploitation</li><li>2. Programme d'évolution des services bureautiques (PÉSB)</li><li>3. Développement des outils en soutien du programme de consolidation des centres de traitement informatique (CCTI)</li><li>4. Programme CCTI</li><li>5. Plateforme de développement moderne</li><li>6. Service de plateforme de notification</li><li>7. Usine de transformation infonuagique</li><li>8. Mise à niveau des infrastructures d’accès distant</li><li>9. Programme Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT)</li><li>10. Service de gestion des acquisitions gouvernementales (SGAG)</li><li>11. Couverture urbaine pour les communications de groupe en radiocommunication (Projet urbain de radiocommunication (PUR))</li><li>12. Informatisation des examens</li><li>13. Service québécois d'identité numérique (SQIN)</li><li>14. Services de gestion des identités et des accès (SGIA)</li></ol>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 121 - Liste des projets AGILE**

Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.

Il n'y a eu aucun projet utilisant le concept AGILE au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) entre le 1er septembre 2020 et le 28 février 2021.

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 121 - Liste des projets AGILE**

Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de la troisième opposition numéro 120.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 122 – Travaux en infonuagique
État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.
<p>Le gouvernement a confié à Infrastructures technologiques Québec (ITQ) le rôle de Courtier en infonuagique. Le Courtier doit rendre disponibles des offres infonuagiques pour répondre aux besoins de la clientèle admissibles à l'offre de services d'ITQ.</p> <p>Le catalogue d’offres infonuagiques comporte 200 offres d'outils de collaboration et de bureautique, plus de 1 000 offres d'infrastructure-service, de plateformes-service et de logiciels-service reliées, ainsi que 22 prestataires de services qualifiés. Celui-ci est disponible sur le Portail d’approvisionnement à l’adresse suivante : <a href="http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/">http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/</a></p> <p>En accord avec le Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologie de l’information et les dispositions législatives applicables aux organismes municipaux, les contrats avec les fournisseurs et les prestataires sont signés par les organismes publics et non par ITQ. Ce dernier s’assure, par le biais de l’entente-cadre signée avec chaque fournisseur et prestataire de services, du respect de l’ensemble des conditions requises.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 123 – Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années**

**Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels les 10 dernières années.**

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de la troisième opposition numéro 91.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 124 – Projets informatiques en cours au CAG**

Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.

**Cette question est répondue par la demande particulière 65.**

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 124 - Projets informatiques en cours à l'ITQ**

Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.

La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 65.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 125 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services
Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d’acquisitions gouvernementales et d’Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.
<p>La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 68.</p>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 125 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services**

Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.

**Cette question est répondue par la demande particulière 68.**

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 126 – Utilisation offre permanente**

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.

**Cette question est répondue par la demande particulière 73.**

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1<sup>er</sup> septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 28 février 2021.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 126 – Utilisation offre permanente**

**Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.**

Liste des services		Nombre de M/O utilisateurs *
<b>I – Services de plateformes technologiques</b>		
a)	Centre de traitement informatique (CTI)	15
b)	Traitement et stockage de données (nuage gouvernemental)	En conception
c)	Communications informatiques et multimédias	104
	1. Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT)	
	2. Réseau intégré de télécommunication multimédia (RITM)	
d)	Communications IP centralisées (CIC)	7
e)	Communications téléphoniques	93
f)	Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)	29
g)	Service de bureau virtuel gouvernemental	En conception
h)	Courtier en infonuagique	19
i)	Plateforme de développement moderne	En conception
j)	Gestion et exploitation des plateformes technologiques	60
k)	Reprise informatique après sinistre	2
l)	Gestion, exploitation et pilotage des plateformes logicielles	
	1. Plateforme gouvernementale de consultation publique	8
	2. Plateforme gouvernementale de notification	1
m)	Gestion des postes de travail	16
n)	Service de collaboration virtuel (Teams)	11
o)	Appareils et services de communications mobiles (cellulaire)	95
p)	Hébergement de sites Web informationnels	16
q)	Émission de certificats Web (SSL)	48
r)	Gestion des noms de domaine	73
s)	Service centralisé de visioconférence et de collaboration	44
t)	Transfert sécurisé de fichiers	30
u)	Collaboration et partage sécurisé de documents	15
v)	Service d'entretien d'équipements bureautiques	28
w)	Service de câblage	20
x)	Service technique en soutien bureautique	30
y)	Service d'accès à distance sécurisé	42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 126 – Utilisation offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.

Liste des services		Nombre de M/O utilisateurs *
<b>II – Services en systèmes de soutien communs</b>		
a)	Service québécois d'identité numérique (SQIN)	En conception
b)	Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR)	77
c)	Système automatisé de la gestion des informations sur le personnel (SAGIP)	83
d)	Données Québec	47
<b>III – Services opérationnels et de pilotage applicatif</b>		
a)	Service de la rémunération (rémunération, avantages sociaux, assurances collectives, conseil à la retraite)	58
b)	Services d'opérations administratives (soutien aux opérations financières et aux opérations contractuelles)	52
c)	Information de gestion RH et élaboration de données statistiques	19
<b>IV – Services d'expertise et d'accompagnement</b>		
a)	Cellules d'expertises en infrastructure technologique infonuagique et en développement infonuagique	42
<b>V – Services de centres d'assistance</b>		
a)	Centres d'assistance aux utilisateurs RH et Finances	29
b)	Centre de service technologique et applicatif	107
<b>VI – Autres services gouvernementaux</b>		
a)	Vitrine technologique	0
b)	Répertoire téléphonique du personnel de la fonction publique (REPTTEL)	96
<b>VII – Services administratifs en matière de ressources humaines délégués à ITQ par la présidente du Conseil du trésor</b>		
a)	Gestion des concours de dotation, de promotion des emplois et mobilité de la main d'œuvre	83

\* Le nombre de M/O inclut des organismes mentionnés dans les listes des annexes 1 et 2 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) (organismes budgétaires et non budgétaires), ainsi que des ministères. Les clients du réseau de la santé et des services sociaux, du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, les entreprises du gouvernement, les municipalités régionales de comté (MRC) ainsi que les municipalités ne se retrouvent pas dans ce nombre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

NUMÉRO 127 – Projets informatiques en cours à ITQ
Pourcentage d’utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d’Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.
<p><b>Plateforme centrale</b></p> <p>CPU : La puissance des machines d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ) est utilisée à 96,1 % par les ministères et organismes (MO).</p> <p>Stockage : La capacité totale de stockage de la plateforme centrale est de 3,5 pétaoctets. ITQ et ses clients (MO) utilisent 1 pétaoctet, soit 29 %.</p> <p><b>Plateforme intermédiaire</b></p> <p>CPU : La puissance des machines d'ITQ est utilisée à 95,8 % par les MO.</p> <p>Stockage : La capacité de stockage de la plateforme intermédiaire est de 4,5 pétaoctets. ITQ et ses clients (MO) utilisent 1,6 pétaoctet, soit 35,6 %.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 128 – Bilan PAE

Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2021-2022.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 129 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services de virtualisation
Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.
<p>La réponse à cette question se trouve à la question particulière de l'opposition officielle numéro 69.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 130 - Dépenses - bureau de la présidence**

Concernant le bureau de la présidence : a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d) Liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 78.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 131 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la SQI. Pour chaque comité présidé par la SQI, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 79.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 132 - Liste de baux

Liste des baux en cours et, pour chacun d'eux, la date de signature, la durée, le coût mensuel, le coût au pied carré, l'adresse locative ainsi que le nom et l'adresse des entreprises signataires du bail, la raison du bail et la ventilation par région.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 87.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 133 - Superficie totale des espaces**

**Au 31 mars 2021 : a) Superficie totale des espaces appartenant à la SQL, ventilation par région; b) Superficie totale inoccupée et taux d'inoccupation, ventilation par région; c) Superficie total en rénovation, ventilation par région;**

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 88.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 134 - Organismes et agences; membres C.A.**

Pour l'année 2020-2021, indiquer : a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date de début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 91.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 135 - Liste et valeur des projets à l'étude- SQI

Liste et valeur des projets à l'étude à la SQI mais non-inscrits dans le PQI.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 80.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 136 - Coût achat terrains maisons des aînés

Sommes consacrées à l'achat des terrains destinés à accueillir les « maisons des aînés » en 2020-2021 et prévisions jusqu'en 2023.

Sommes consacrées à l'achat des terrains en 2020-2021 : 55 000 000 \$ (prix d'achat seulement) auquel s'ajoutent 7 000 000 \$ pour les frais liés à l'acquisition des terrains (honoraires professionnels, frais de parc, droit de mutation, taxes non récupérables, etc.).

Prévisions jusqu'en 2023 : coût estimé de 23 000 000 \$ (prix d'achat seulement), auquel s'ajoutent 3 000 000 \$ pour les frais liés à l'acquisition des terrains (honoraires professionnels, frais de parc, droit de mutation, taxes non récupérables, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 137 - Coût construction maisons des aînés

Sommes consacrées aux projets de construction des « maisons des aînés ». Ventiler par projet, par année et par étape.

Les coûts estimés ventilés par projet (par maison des aînés) sont présentés au document en annexe.

Les coûts estimés, ventilés approximativement par année et par étape sont les suivants pour chacune des maisons des aînés :

Répartition annuelle des investissements	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	Total
	\$ nominaux				
Planification du projet (15 %)	70%	30%			100%
Réalisation du projet (80%)	0%	10%	50%	40%	100%
Achat d'équipements (5 %)				100%	100%

DP-137\_Annexe  
Maisons des aînés - Coûts estimés

Municipalité/Territoire/Communauté	Nombre de places	Coût estimé	Coût estimé + Ajouts dont mesures COVID	Coût estimé + Ajouts + Enveloppe de risques
Rimouski/MRC Rimouski-Neigette	72	44 648 559 \$	46 882 503 \$	52 945 506 \$
Rivière-du-Loup/MRC de Rivière-du-Loup	120	60 309 188 \$	64 032 428 \$	71 516 317 \$
Saguenay/Arr. Chicoutimi	120	60 941 314 \$	64 664 554 \$	72 265 910 \$
Alma	120	61 876 738 \$	65 599 978 \$	73 375 162 \$
Roberval	120	59 743 103 \$	63 466 343 \$	70 845 038 \$
Portneuf	48	30 362 348 \$	31 851 644 \$	36 004 519 \$
Ste-Foy	96	54 604 128 \$	57 582 720 \$	64 751 098 \$
Lebourgneuf	96	56 215 005 \$	59 193 597 \$	66 661 321 \$
Charlevoix	48	30 579 447 \$	32 068 743 \$	36 261 961 \$
RLS Arthabaska-et-de-L'Érable	72	41 087 773 \$	43 321 717 \$	48 723 027 \$
RLS Drummond	72	41 087 773 \$	43 321 717 \$	48 723 027 \$
RLS Trois-Rivières	96	52 937 780 \$	55 916 372 \$	62 775 096 \$
RLS de Memphrémagog: Ville de Magog	48	31 543 120 \$	33 032 416 \$	37 404 711 \$
RLS de Sherbrooke: Ville de Sherbrooke	120	61 609 913 \$	65 333 153 \$	73 058 753 \$
RLS de la H-Yamaska: Ville de Granby	48	29 901 820 \$	31 391 116 \$	35 458 412 \$
RLS du Coaticook: Ville de Coaticook	48	29 324 733 \$	30 814 029 \$	34 774 086 \$
Ouest-de-l'Île-de-Montréal	72	39 578 985 \$	41 812 929 \$	46 933 864 \$
Nord-de-l'Île-de-Montréal	72	39 578 985 \$	41 812 929 \$	46 933 864 \$
Gatineau/Gatineau/Hull CHSLD Lionel Émond	72	39 634 609 \$	41 868 553 \$	46 999 825 \$
Nouvelle construction dans l'est de Gatineau	72	41 983 686 \$	44 217 630 \$	49 785 426 \$
Ville de Val-d'Or	48	33 600 151 \$	35 089 447 \$	39 843 996 \$
Ville de Rouyn-Noranda	48	35 248 130 \$	36 737 426 \$	41 798 216 \$
Baie-Comeau	48	39 194 872 \$	40 684 168 \$	46 478 372 \$
Hâvre-Saint-Pierre	48	41 988 552 \$	43 477 848 \$	49 791 196 \$
Rivière-au-Renard	48	36 503 864 \$	37 993 160 \$	43 287 300 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	12	12 745 767 \$	13 118 091 \$	15 114 286 \$
Ville de Lévis, à l'ouest de la Rivière Chaudière	120	62 302 714 \$	66 025 954 \$	73 880 296 \$
Ville de Blacklake / région de Thetford Mines	72	34 976 556 \$	37 210 500 \$	41 476 176 \$
Saint-Martin-de-Beauce	48	29 906 322 \$	31 395 618 \$	35 463 751 \$
Secteur Sainte-Rose	96	52 959 786 \$	55 938 378 \$	62 801 191 \$
Secteur Chomedey	72	43 495 341 \$	45 729 285 \$	51 577 988 \$
MRC Les Moulins	48	32 091 463 \$	33 580 759 \$	38 054 951 \$
MRC L'Assomption	48	33 263 090 \$	34 752 386 \$	39 444 300 \$
MRC de Matawinie (Rawdon)	48	34 661 532 \$	36 150 828 \$	41 102 611 \$
Ste-Anne-des-Plaines	48	30 214 033 \$	31 703 329 \$	35 828 643 \$
Mirabel- centre	72	42 770 330 \$	45 004 274 \$	50 718 250 \$
Prévost	48	30 168 200 \$	31 657 496 \$	35 774 292 \$
Rosemère/Blainville/Ste-Thérèse	72	41 654 525 \$	43 888 469 \$	49 395 097 \$
Ste-Agathe	48	31 819 621 \$	33 308 917 \$	37 732 594 \$
Châteauguay / RLS Jardins-Roussillon	120	61 606 387 \$	65 329 627 \$	73 054 572 \$
Salaberry-de-Valleyfield	96	51 092 240 \$	54 070 832 \$	60 586 603 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	192	88 863 417 \$	94 820 601 \$	105 376 718 \$
Chambly/Carignan/Saint-Hubert	96	48 320 066 \$	51 298 658 \$	57 299 282 \$
Longueuil	72	38 694 091 \$	40 928 035 \$	45 884 532 \$
Saint-Amable	72	42 281 883 \$	44 515 827 \$	50 139 036 \$
Beloeil	96	53 700 628 \$	56 679 220 \$	63 679 702 \$
TOTAL	3468	1 991 672 567 \$	2 099 274 203 \$	2 361 780 873 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 138 - Réalisation investissements Transports en commun / Réseau routier

Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique 4 « Le rapport sur les investissements réalisés en 2019-2020 » de la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 139 - Investissements 5 dernières années Transport collectif / routier

Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à l'annexe 2 « Historique des investissements réalisés par rapport à ceux prévus pour les années 2015-2016 à 2019-2020 » de la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 140 - Crédits budgétaires - Projets routiers et transport en commun

Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?

Dans le cadre de l'élaboration du PQI 2021-2031, la mise à jour des investissements tient compte du report des montants non réalisés au cours des années 2019-2020 (reddition de comptes sur les investissements réalisés) et 2020-2021 (investissements probables).

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 141 - Projets retirés Secteurs routier / transport en commun

Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routiers et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.

**Projets retirés**

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique 2.4 « réseau routier » et la rubrique 2.5 « transport collectif » de la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

**Projets ajoutés**

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique 2.4 « réseau routier » et la rubrique 2.5 « transport collectif » de la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 142 – Projets routiers - Augmentation du parc d'actifs

Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?

Cette question sera répondue par le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 143 – Crédits affectés par programme - Transport en commun

Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2021-2022, ventilés en fonction des sources de revenus.

Cette question sera répondue par le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 144 - Déficit MTQ

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTQ, par rapport à l'an dernier.

L'évolution du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures sous la responsabilité du ministre des Transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.

L'information demandée à l'égard de la variation du DMA au PAGI 2020-2021 du ministère des Transports (MTQ) par rapport au DMA au PAGI 2021-2022 du MTQ est présentée à la page C.132 du PAGI du MTQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE  
NUMÉRO 145 - Variation déficit programmes MTQ

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100% ou 75% par les programmes du MTQ, par rapport à l'an dernier.
<p>L'inventaire des infrastructures dédiées au transport collectif qui font l'objet d'investissements sous la responsabilité du ministre des Transports est sujet à une reddition de comptes publique par le biais du Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.</p> <p>Cependant, le DMA est évalué uniquement pour les infrastructures appartenant au gouvernement. Par conséquent, le DMA des infrastructures des sociétés de transport en commun n'est pas publié dans le PAGI. Toutefois, l'indice d'état gouvernemental de leurs catégories d'infrastructure est présenté à la page C.137 du PAGI du ministère des Transports.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE  
NUMÉRO 146 - Actifs en mauvais état - Transport collectif / routier

Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.

L'inventaire des infrastructures sous la responsabilité du ministre des Transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.

L'information demandée à l'égard de l'évaluation de l'état des actifs dans le transport routier est incluse au PAGI 2021-2022 du ministère des Transports (MTQ) et y est présentée à la page C.126.

L'inventaire à l'égard des actifs appartenant aux sociétés de transport en commun qui bénéficient de programmes d'aide financière administrés par le MTQ fait l'objet d'une reddition de comptes au PAGI 2021-2022 du MTQ et y est présenté à la page C.135.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 147 - Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA)

Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur.
<p>Le gouvernement alloue une part importante des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures 2021-2031 pour la prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), soit près de 21,7 milliards de dollars équivalant à 78 % du DMA total de 27,7 milliards de dollars associé aux infrastructures appartenant aux organismes publics et qui sont en mauvais ou très mauvais état (indice d'état gouvernemental de D ou E). Ces investissements visent à réaliser, au cours de la prochaine décennie, la réfection, la reconstruction et le remplacement d'infrastructures les plus vétustes.</p> <p>La répartition par secteur de la prise en charge du DMA se retrouve dans le tableau de la page B.10 du document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 148 - Proportion de prise en charge du DMA

Proportion de prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur. Détailler la catégorie « Autre secteur ».

Le gouvernement alloue une part importante des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures 2021-2031 pour la prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), soit près de 21,7 milliards de dollars équivalant à 78 % du DMA total de 27,7 milliards de dollars associé aux infrastructures appartenant aux organismes publics et qui sont en mauvais ou très mauvais état (indice d'état gouvernemental de D ou E). Ces investissements visent à réaliser, au cours de la prochaine décennie, la réfection, la reconstruction et le remplacement d'infrastructures les plus vétustes.

Les informations détaillées de la prise en charge du DMA pour l'ensemble des secteurs se trouve à la page B.10 du document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.

La répartition par secteur de la proportion de prise en charge du DMA se retrouve sommairement dans le tableau de la page A.25 du même document et les informations détaillées se trouve dans le document « Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures 2021-2022 » publiés sur le site Web du Secrétariat du Conseil du trésor ([Budget de dépenses 2021-2022 - Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures 2021-2022](#) ([gouv.qc.ca](#)) aux pages C.24, C.34, C.46, C.56, C.70, C.75, C.89, C.101, C.116, C.127 et C.151.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 149 - Implantation Maternelles 4 ans

Investissements consacrés à l'implantation de la maternelle 4 ans, en 2020-2021 et prévisions pour le PAGI 2021-2022 ainsi que pour chaque année du PQI 2021-2031.

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique « Une répartition diversifiée des nouvelles disponibilités ».

Le PQI 2021-2031 prévoit de nouveaux investissements de 884,7 millions de dollars attribués pour de nombreux projets non majeurs d'ajout d'espace dans les établissements scolaires, y compris pour soutenir le déploiement de la maternelle 4 ans. Toutefois, pour connaître la part de ces investissements consacrée uniquement aux classes de maternelle 4 ans, cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 150 – Cible annuelle-nombre de classes construites

Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternels 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.

Cette question sera répondue par le ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 151 – Cible annuelle-nombre de classes renouvelées

Nombre de classes devant être renouvelées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.

Cette question sera répondue par le ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 152 -Investissements supplémentaires pour la construction de classes-PQI 2021-2031

Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2021-2031 de 1932,7 M\$ pour l'accélération de la construction de plus de 1000 classes : fournir, pour le PQI 2021-2031, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.

Les investissements supplémentaires de 1 932,7 M\$ pour l'accélération de la construction de plus de 1000 classes correspondent aux sommes additionnelles allouées au PQI 2020-2030.

Au PQI 2021-2031, les sommes additionnelles allouées correspondent à 1 778,3 M\$, dont 884,7 M\$ pour des projets non majeurs d'ajout de classes et 447,2 M\$ pour des projets majeurs d'ajout de classes. Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021.

Pour connaître la part de ces investissements consacrée aux classes de maternelles 4 ans, cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 153 - Investissements supplémentaires pour la construction de classes - PAGI 2021-2031

Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2021-2031 de 1932,7 M\$ pour l'accélération de la construction de plus de 1000 classes : fournir, pour le PAGI 2021-2022, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 152 du 3e groupe d'opposition.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 154 - Investissements pour la construction de CPE

Investissements consacrés à la construction de centres de la petite enfance en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique « La mise à jour des investissements prévus en 2020-2021 » (Investissements probables 2020-2021).

Les investissements dans les centres de la petite enfance (CPE) présentés au secteur « Services de garde éducatifs à l'enfance » en 2020-2021 sont estimés à 35,4 M\$. Ils sont répartis comme suit :

- 24,7 M\$ pour la bonification (ajout de places);
- 10,7 M\$ pour le maintien du parc.

Les Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) constituant une reddition de compte sur l'état des infrastructures existantes, aucune prévision n'est disponible au PAGI 2021-2022 pour les investissements en bonification du parc, notamment pour la construction de centres de la petite enfance.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 155 - Investissements pour la construction de maisons des aînés

Investissements consacrés à la construction pour la mise en place graduelle de maisons des aînés en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique « Une répartition diversifiée des nouvelles disponibilités » (3,1 milliards de dollars de plus pour l'ajout de maisons des aînés, l'agrandissement et la réfection de CHSLD et d'hôpitaux) aux pages A.4 et A.5.

Le gouvernement souhaite implanter le nouveau concept de « maison des aînés » et « maisons alternatives » dans l'ensemble du Québec. Pour les « maison des aînés », il s'est engagé à développer de nouvelles places et à renouveler graduellement les CHSLD vétustes partout au Québec. Le gouvernement propose un plan de transformation majeure des milieux d'hébergement et de soins de longue durée pour les aînés et les adultes ayant des besoins spécifiques.

- En novembre 2019, le gouvernement a annoncé le développement d'un minimum de 2 600 places pour septembre 2022.

Depuis le PQI 2019-2029, le gouvernement alloue des sommes importantes pour la mise en place graduelle des maisons des aînés. En incluant la reconstruction de places pris à même les enveloppes du ministère de la Santé et des Services sociaux, c'est plus de 2,4 milliards de dollars qui est prévu au PQI 2021-2031 pour la mise en œuvre de 46 MDA qui permettra de réaliser 3 468 places.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 156 - Investissements pour la construction d'un 3<sup>e</sup> lien

Investissements consacrés à la planification et à la construction d'un 3e lien en 2020-2021, et prévisions pour le PAGI 2021-2022.

Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la page A.17.

Les Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) constituant une reddition de compte sur l'état des infrastructures existantes, aucune prévision n'est disponible au PAGI 2021-2022 pour les investissements en bonification du parc, notamment pour la planification et la construction du projet « Tunnel entre Québec et Lévis – Construction » (3<sup>e</sup> lien).

En vertu de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, le projet « Tunnel entre Québec et Lévis – Construction » est à l'étape de la planification. En mars 2019, le Conseil des ministres a autorisé la réalisation d'un dossier d'affaires (DA) et le bureau de projet s'est vu allouer une somme de 325,0 millions de dollars pour la réalisation d'études ainsi que pour les plans et devis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 157 - Investissements par région administrative

Variation des investissements par région administrative.
<p>Veillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2021-2031 » déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars 2021, à la rubrique « Investissements par mission, secteur, type et par région administrative ».</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 158 – Financement fédéral – Infrastructure

Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.

Cette question sera répondue par le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 159 – Femmes - CA des sociétés d'État

Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

Cette question relève du ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 160 – Représentation féminine - MO

Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2021. Indiquer les mesures prises en 2020-2021 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.

Cette question relève du ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 161 – TES rémunération supérieure 100k\$

Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100000 \$.

Cette question relève du ministère du Conseil exécutif.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 162 – Budget - Conseil du statut de la femme

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2021-2022.

Cette question relève du Secrétariat à la condition féminine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 163 - Analyse différenciée selon le sexe

Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 164 – Compressions MTESS

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

Cette question relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 165 – Crédits MTESS

Pour tous les programmes du ministère pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existant, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Cette question relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 166 – Nouvelles dépenses MTESS

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020 et 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Cette question relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 167 – Travaux, études - double rémunération

Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 15i.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 168 – Nombre de cas - double rémunération

Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.

Cette demande est répondue par la demande de renseignements généraux numéro 15i.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 169 – Nombre de demandes d'autorisation - AMP

Pour chaque mois depuis l’adoption de la loi 1, Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d’entreprises ayant fait une demande d’autorisation à l’AMF.
<p>Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 94 de l'opposition officielle.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 170 – Nombre d'autorisations reçues - AMP

**Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMF.**

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 95 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 171 – Nombre d'autorisations refusées - AMP

**Pour chaque mois depuis l’adoption de la loi 1, Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d’entreprises s’étant vu refuser une autorisation par l’AMF. Préciser les motifs.**

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 96 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 172 – Nombre d'autorisations révoquées - AMP

**Pour chaque mois depuis l’adoption de la loi 1, Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d’entreprises dont l’autorisation a été révoquée par l’AMF. Préciser les motifs.**

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 98 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 173 – Délais de traitement - AMP

**Pour chaque mois depuis l’adoption de la loi 1, Loi sur l’intégrité en matière de  
contrats publics, adoptée en 2012, délais de traitement pour l’octroi d’une  
autorisation par l’AMF.**

Cette demande est répondue par la demande de renseignements particuliers numéro 99 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 174 – Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation - AMP

Nombre d'entreprises en attente d'une décision de l'AMF concernant l'octroi d'une autorisation en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Année	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'un renouvellement
2020-2021	317	1 110

- Au 28 février 2021, 317 demandes d'autorisation étaient toujours en cours de traitement. Ce nombre inclut les demandes d'autorisation demeurant à être complétées par l'entreprise. Le nombre de demandes complétées et en traitement à l'AMP est, quant à lui, de 183.
- Au 28 février 2021, 1 110 demandes de renouvellement étaient toujours en cours de traitement. Ce nombre inclut les demandes de renouvellement demeurant à être complétées par l'entreprise. Le nombre de demandes complétées et en traitement à l'AMP est, quant à lui, de 97.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**NUMÉRO 175 – Études–TI–travail à distance hors des grands centres**

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

ITQ n'a réalisé aucune étude en 2020-2021 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 176 - Réouverture des ententes salariales

Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2020-2021 et pour les 10 années suivantes.

En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée [Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017](https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=597&cHash=6b4906673d2092371a252a1df514e8af), est maintenant accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : [https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=597&cHash=6b4906673d2092371a252a1df514e8af](https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=597&cHash=6b4906673d2092371a252a1df514e8af)

Le 11 décembre 2019, à partir des données de ce rapport, le gouvernement et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ont conclu une entente sur la rémunération des médecins spécialistes: [Protocole d'accord FMSQ.pdf \(gouv.qc.ca\)](https://www.gouv.qc.ca/medecins-specialistes/entente-fmsq)

Tel que présenté au tableau figurant à l'annexe I de cette entente, les économies à réaliser sont de 69,2 M\$ en 2018-2019, de 208,9 M\$ en 2019-2020, de 313,0 M\$ en 2020-2021, de 428,4 M\$ et de 585,2 M\$ en 2022-2023, pour un total de 1 604,7 M\$.

En ce qui concerne les médecins omnipraticiens, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé demeure confidentielle jusqu'à maintenant puisque les négociations entre le gouvernement et la FMOQ ne sont pas terminées.

